



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2, Quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 08/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GIFI DIFFUSION**

ZI La Barbière  
BP 225  
47300 Villeneuve-Sur-Lot

Références : JCB/S 2025-0388  
Code AIOT : 0006804779

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement GIFI DIFFUSION implanté AVENUE JEAN MONNET ZAC DE PROUXET 82400 VALENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est effectuée dans le cadre du suivi de la mise en demeure notifiée à l'exploitant par arrêté préfectoral du 4 juin 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIFI DIFFUSION
- AVENUE JEAN MONNET ZAC DE PROUXET 82400 VALENCE
- Code AIOT : 0006804779

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un entrepôt logistique situé ZI de Prouxet sur la commune de Valence d'Agen, autorisé à partir de 2007 au titre ICPE. Après différents exploitants successifs, il est aujourd'hui sous l'entière gestion de la société "GIFI" depuis le début de l'année 2025.

Cet établissement devait être initialement constitué de 5 cellules de 6000 m<sup>2</sup>. Il n'en comporte aujourd'hui, dans sa configuration définitive, que 4 pour une superficie couverte globale de 24 000 m<sup>2</sup>.

Cette plateforme logistique est utilisée exclusivement par la société "GIFI". Elle mobilise l'équivalent de 80 emplois à temps complet et fonctionne uniquement en période diurne sur une plage horaire comprise entre 6h00 et 20h00.

Elle sert de base d'alimentation des magasins GIFI au SUD d'une ligne partant de la ville de La Rochelle jusqu'à Perpignan.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 1.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article I > 1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
4	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
5	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
7	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 23	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi inspection 03/2023	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré la notification d'une mise en demeure à l'issue de la précédente inspection, l'exploitant n'a pas engagé les actions correctives suffisantes de nature à régulariser sa situation réglementaire sur la majeure partie des non-conformités figurant au sein de la mise en demeure précitée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi inspection 03/2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Portée de l'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société AMF QSE dont le siège social est ZAC Pôle Actif, 14 allée du piot, 30660 GALLARGUES, est autorisée à exploiter un entrepôt logistique situé ZAC du Prouxet, avenue Jean Monnet à Valence d'Agen comportant les installations suivantes: Rubrique 1510.1, Entrepôts couverts, volume total 302490 m<sup>3</sup> (environ 15000 tonnes de matériaux combustibles) régime Autorisation; Rubrique 1530.1: Dépôt de bois papier carton ou matériaux combustibles analogues; volume 60000 m<sup>3</sup> (6000 à 12000 m<sup>3</sup> par cellule ainsi que des palettes vides stockées dans l'entrepôt) =&gt; régime autorisation; Rubrique 2662.a: Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de); 60000 m<sup>3</sup> (entre 6000 et 12000 m<sup>3</sup> de marchandises susceptibles de contenir des matières plastiques par cellule) =&gt; régime Autorisation; Rubrique 2663.1.a: Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de); 60 000 m<sup>3</sup> (entre 6 000 et 12 000 m<sup>3</sup> de marchandises susceptibles de contenir des produits à base de plastiques alvéolaires, par cellule) =&gt; Régime</p>

<p>Autorisation;Rubrique 2663.2.a: Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de); 60 000 m3(entre 6 000 et 12 000 m3 de marchandises susceptibles de contenir des matières plastiques, par cellule) =&gt; Régime Autorisation;Rubrique 2925: Ateliers de charge d'accumulateurs, puissance installée 200 kW =&gt; Régime Déclaration; Rubrique 2910.A: Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse (...), puissance de l'installation 2 MW soit 1 chaudière au gaz naturel de 1,4 MW et 2 motopompes au GO de 0,6MW cumulé.</p> <p>Constats relevés lors de la précédente inspection: L'exploitant doit porter à la connaissance des services préfectoraux le changement intervenu au profit de la société BMG. Il effectue cette formalité dans le respect des termes de l'article 13 de son arrêté préfectoral d'autorisation.L'exploitant doit réaliser le positionnement de son site par rapport aux rubriques de la nomenclature ICPE en intégrant notamment les évolutions réglementaires induites par les évolutions relatives à la rubrique 1510.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un dossier portant réactualisation des activités effectives présentes sur le site a été élaboré et transmis en avril 2024. Ce document est en cours d'instruction, une demande de compléments est en cours d'élaboration.</p> <p>Une déclaration de changement d'exploitant au profit de la société "GIFI" a été transmise aux services préfectoraux le 22 juillet 2025.</p> <p>Un accusé de réception a été délivré à l'exploitant par messagerie le 6 août 2025. La mise à jour des coordonnées de l'exploitant sera réalisée lors de l'éventuelle notification d'un arrêté préfectoral complémentaire à l'issue de l'instruction du porter en connaissance en cours d'examen.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Documents administratifs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas</li> </ul>

échéant ;

- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

#### **Constats :**

Un rapport assureur est fourni en séance. Ce document a été rédigé par la compagnie "AFM" dans le cadre de ses activités d'assurance.

Ce document en date 8 mars 2022 fait suite à une visite sur site réalisée le 2 mars 2022. Il est fait état de 10 recommandations. La plupart d'entre-elles ont fait l'objet d'actions correctives, soient finalisées, soient en cours de réalisation.

Toutefois, aucun document de traçabilité n'a pu être présenté en séance.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser les actions correctives pertinentes de nature à répondre à l'ensemble des recommandations émises lors de la visite assureur. Les actions correctives sont tracées sur un support à sa convenance, tenu à disposition sur site et consultable par les services de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article I > 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

#### **Prescription contrôlée :**

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun document ou autre support n'a pu être présenté le jour de l'inspection démontrant la tenue d'un état de matière stockée en conformité avec les termes du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.</p> <p>Des demandes de devis pour la mise en œuvre d'une application informatique sur le site de nature à répondre à cette exigence réglementaire ont été validées. Bien qu'une régularisation de la situation soit attendue avant la fin de l'année, le point de mise en demeure relevée lors de la précédente inspection n'est pas soldé le jour de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit effectuer un suivi des quantités de stockage effectivement présentes sur le site en conformité avec les termes du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 4 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compatibilité des produits
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

#### **Prescription contrôlée :**

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

#### **Constats :**

Les modalités de stockage des différents produits ou substances présentant un danger particulier n'ont connu aucune amélioration depuis la visite effectuée en 2024. En outre, bien que l'établissement n'abrite qu'un stockage en quantité très réduite de ce type de produits, l'exploitant est dans l'impossibilité d'évaluer les quantités.

Les éventuels produits dangereux se limitent à la présence d'aérosols, de matières combustibles (charbon en sac) ainsi que de briquets et petite bombe de recharge de gaz.

Le point de mise en demeure n'est pas soldé le jour de la visite.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit améliorer les conditions de stockage des produits aérosols et autres produits dangereux présents sur son site par la mise en place d'une zone dédiée et des conditions adaptées (dispositifs de prévention des projections en cas d'incendie). Le suivi de quantité effectivement présente sur site doit être effectué quotidiennement et la zone de stockage doit être clairement identifiée et connue des services d'intervention en cas de sinistre. Le stockage de ce type de produits devra être inclus au dossier de mise à jour administrative du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : Détection incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites



- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

#### **Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

#### **Constats :**

La vérification du bon fonctionnement des dispositifs de détection incendie est effectuée annuellement par l'organisme "CHUBB". Le dernier rapport complet d'intervention, en date du 30 juillet 2024, est fourni en séance. Ce document mentionne la conformité des dispositifs de détection sur l'ensemble des cellules de stockage. Aucun justificatif concernant la réalisation de ce contrôle en 2025 n'est présenté en séance.

Concernant le contrôle du dispositif de sprinklage, le dernier rapport de vérification, suite à l'intervention de l'organisme "Uxello" en date du 13 février 2025, est fourni en séance. Ce document fait état de plusieurs non-conformités (4) et observations (4). Il n'a pas pu être démontré la réalisation d'actions correctives pertinentes de nature à lever ces anomalies. Le point de mise en demeure n'est que partiellement levé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser les actions correctives permettant de répondre aux observations relevées par l'organisme lors du contrôle du système d'extinction automatique de type sprinkleur. La compatibilité du système en place avec les matières stockées doit être garantie sans ambiguïté.

L'exploitant doit prévoir un nouveau contrôle annuel de détection incendie dans les plus brefs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</p> <p>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux</p>

produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

**Constats :**

Un exercice incendie a été organisé sur le site le 27 septembre 2024. Le compte-rendu est tenu à disposition sur le site.

L'observation formulée lors de l'inspection de mars 2024 est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
---

<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan de défense incendie a été élaboré et rédigé en avril 2024. ce document est fourni en séance. Il rassemble globalement les éléments imposés par la réglementation. Il appartient toutefois à l'exploitant d'effectuer un travail de récolement et de s'assurer de la complétude du PDI de l'établissement par rapport au point 23 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017.</p> <p>En outre, une mise à jour apparaît nécessaire suite au changement d'exploitant au profit de la société "GIFI".</p> <p>Le point de mise en demeure suite à l'inspection de mars 2024 peut être considéré comme levé.</p>
--

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder à la mise à jour et effectuer un contrôle de complétude, en accord avec les termes de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, du plan de défense incendie du site (version du 15 avril 2024).</p>
---

<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>